

Le Comité Exécutif Fédéral de FO Énergie et Mines s'est réuni ce 19 septembre pour aborder la situation économique et sociale de nos industries.

**S'agissant des ordonnances sur le droit du travail**, le CEF se félicite d'avoir bloqué l'offensive patronale qui aurait permis aux employeurs de modifier unilatéralement les Pers et de pouvoir proposer des accords modifiant en moins favorable le Statut national du personnel.

Sur les ordonnances elles-mêmes, le CEF partage l'analyse de la Fédération qui dénonce des textes facteurs de régression sociale, les IEG étant directement impactées par plusieurs dispositions et notamment la fusion des IRP et l'instauration d'une rupture conventionnelle collective.

Le CEF remercie tous les syndicats FO qui se sont investis sous des formes diverses le 12 septembre et qui ont contribué à faire la démonstration que les salariés des IEG rejetaient ces textes.

Le CEF veut aussi exprimer son **soutien aux salariés du commerce gaz d'Engie** qui seront en grève le 26 septembre contre la délocalisation de leurs emplois à l'étranger. Il est scandaleux qu'une entreprise, dont l'actionnaire majoritaire est l'État, se comporte de la sorte.

Le CEF dénonce également les **pertes de pouvoir d'achat**. Non seulement il y a eu le blocage du SNB, une première depuis 1946, mais la fiscalisation des frais de déplacement génère pour nombre de salariés, des baisses inacceptables de pouvoir d'achat. FO Énergie et Mines soutient d'ailleurs les mouvements en cours sur ce sujet (EDF, GRT Gaz...).

En outre, FO Énergie et Mines met en garde les employeurs et les pouvoirs publics sur les conséquences de l'augmentation de la CSG à venir. Le CEF exige que ni les actifs ni les retraités ne subissent de baisse de pouvoir d'achat.

FO Énergie et Mines indique qu'elle combat toute **remise en cause des droits des salariés et des pensionnés de notre régime spécial** et notamment, le mode de calcul, le niveau des pensions et d'une façon générale les caractéristiques spécifiques de notre régime.

FO Énergie et Mines s'opposera à la volonté du gouvernement de transformer les régimes des retraites en régimes par point.

**Sur le plan industriel**, FO réaffirme la nécessité absolue de défendre le Service Public de l'électricité et du gaz, qui est un principe essentiel à notre République.

FO condamne les offensives de tous ceux, notamment européens (projet de quatrième paquet énergétique) mais également Français à travers le ministre HULOT, qui veulent **sacrifier les tarifs réglementés d'électricité et céder aux concurrents les concessions hydrauliques**. C'est inacceptable !

FO rejette les velléités de tous ceux qui veulent **affaiblir le nucléaire français et fermer des centrales** pour des raisons politiques, que ce soit à Fessenheim ou ailleurs. FO condamne également la volonté de **fermer les centrales thermiques**, alors que celles-ci représentent un outil essentiel pour l'équilibre des réseaux.

**S'agissant du gaz**, FO milite pour la mise en place rapide d'une régulation des stockages avec des garanties permettant de maintenir l'ensemble des sites, les emplois et d'assurer ainsi la sécurité d'approvisionnement de la France.

**FO dénonce la décision politique de mettre fin aux tarifs réglementés des énergies.**

Enfin, le CEF veut exprimer sa solidarité totale avec nos collègues des Antilles et en particulier des îles dévastées de Saint Martin, Guadeloupe, Martinique et de Saint Barthélemy.